

Garantir que la déclaration finale du G20 de Londres crée des emplois et engendre de la croissance : résoudre la crise économique et créer des emplois décents

Déclaration du groupement Global Unions¹ aux réunions du printemps 2009 du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale Washington, les 25 et 26 avril 2009

Une priorité mondiale : Suivi véritable du Sommet du G20 de Londres

1. Global Unions a accueilli favorablement les décisions prises au Sommet du G20 de Londres car elles constituent un progrès important vers une coopération multilatérale efficace en vue de restaurer la croissance et créer des emplois, tout en étant conscient que les promesses nécessitent désormais des actions urgentes pour enrayer l'effondrement de l'emploi et des perspectives économiques dans le monde. La plupart des conclusions du G20 a trait aux institutions financières internationales (IFI). Il est essentiel que les réunions du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiennent seulement trois semaines après le sommet de Londres, confirment les conclusions du G20 sur les IFI et pèsent de tout leur poids sur les propositions du G20 concernant la gouvernance mondiale et la cohésion sociale et de l'emploi. À cette fin, les réunions des IFI devraient :

- i) Confier au FMI un rôle important et indépendant de surveillance des développements économiques continus et de défense de mesures plus énergiques pour permettre une nouvelle injection fiscale dans l'économie mondiale si les plans d'expansion actuels s'avèrent insuffisants.
- ii) Appuyer les positions du G20 sur la contre-cyclicité des prêts du FMI de manière à promouvoir une réponse à la crise économique basée sur la croissance dans tous les pays.
- iii) Soutenir une meilleure cohérence de la politique internationale au moyen d'une participation totale du FMI et de la Banque mondiale dans les discussions futures concernant la charte pour une gouvernance économique durable défendue par le Sommet du G20.
- iv) Promouvoir une collaboration étroite du FMI et de la Banque mondiale dans les processus de suivi des emplois qui avaient été identifiés par le Sommet du G20, y compris par la création d'un groupe de travail du G20 sur l'impact de la crise sur l'emploi, l'élaboration et la mise en œuvre d'un « pacte mondial pour l'emploi » efficace et créateur d'emplois lors de la Conférence internationale du travail de 2009, et soutenir l'OIT dans ses analyses et recommandations concernant les aspects de la crise liés à l'emploi.
- v) Contrôler les engagements du G20 concernant l'allocation de ressources aux pays en développement, en vue de produire des rapports publics réguliers sur les flux d'aide réels et le caractère approprié des niveaux d'assistance, et faire des recommandations

¹ Le groupe Global Unions est composé de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui compte 170 millions de membres dans 157 pays, des Fédérations syndicales internationales (FSI), qui représentent leurs secteurs respectifs au niveau international (IBB, IE, IAEA, ICEM, FIJ, FIOM, ITF, FITTHC, UITA, ISP et UNI) et de la Commission syndicale facultative auprès de l'OCDE (TUAC).

- pour des transferts de ressources supplémentaires si la situation de pauvreté et de développement des pays le nécessite.
- vi) Supprimer la conditionnalité de politique économique pour l'assistance des IFI et exiger une consultation avec les partenaires sociaux avant la conclusion des programmes des IFI et pendant leur mise en œuvre.
 - vii) Accélérer le calendrier indiqué lors du sommet du G20 en ce qui concerne la réalisation d'une structure de vote plus équitable, tant au FMI qu'à la Banque mondiale, pour les pays en développement.
 - viii) S'engager pleinement dans les processus du sommet du G20 concernant une meilleure régulation financière, y compris en accordant une attention particulière à l'économie souterraine, aux paradis fiscaux et aux limitations des rémunérations des dirigeants.
 - ix) Promouvoir une plus grande implication des syndicats et d'autres organisations pertinentes dans le nouveau Bureau de stabilité financière ainsi que dans d'autres groupes de travail et processus associés au G20.
 - x) Encourager une interpénétration étroite entre les programmes de redressement et les initiatives de réduction des émissions de carbone de manière à maximiser les chances d'adopter un accord ambitieux lors de la Conférence COP15 sur le changement climatique qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009.

Les IFI et la crise : faillite de la gouvernance économique mondiale

2. La crise financière et économique mondiale qui sévit actuellement, la plus profonde depuis les années 1930, a révélé au grand jour le manque flagrant d'efficacité du système actuel de gouvernance économique mondiale. Maillons clés de ce système, le FMI et la Banque mondiale ont été incapables de prévoir la crise et portent la responsabilité de politiques qui y ont peut-être contribué. L'heure est venue pour eux de rendre des comptes. Comme le prouve la déclaration finale des dirigeants du G20 à Londres, il est clair que des changements majeurs seront nécessaires si l'on veut que ces institutions participent à l'atténuation des conséquences catastrophiques de la crise, au redémarrage de l'économie mondiale sur une base durable et à la prévention d'une crise aussi dévastatrice dans l'avenir.

3. **Les dirigeants du G20 reconnaissent dans leur déclaration finale de Londres que « la crise est fondamentalement due à des manquements majeurs dans le secteur financier et dans la régulation et la supervision du secteur financier », mais d'autres problèmes fondamentaux nécessitent également une réponse. Il est clair que les tendances économiques de ces dernières années, à savoir un accroissement de la richesse largement fictif résultant de l'inflation du prix des actifs et le creusement des inégalités de revenus dans la grande majorité des pays, ont provoqué des déséquilibres graves et insoutenables que les politiques des IFI doivent traiter si ces institutions veulent participer aux efforts visant à mettre l'économie mondiale sur la voie du développement durable.**

4. **Bien que les IFI aient publié ces dernières années des études sur le creusement des inégalités, leurs politiques nationales y ont souvent contribué.** Les exemples abondent : pression pour déréglementer le marché du travail parallèlement à l'incitation à renforcer la protection des nantis afin de mettre en place des économies plus « favorables aux entreprises », conditions de prêt obligeant les États à démanteler les aides aux petits agriculteurs pour laisser libre cours au marché, politiques de privatisation de composantes importantes de la sécurité des retraites afin d'aider l'industrie des services financiers plutôt que de protéger les intérêts des

retraités et d'étendre la protection sociale aux travailleurs qui n'en bénéficient pas. Les réformes du marché du travail que les IFI ont encouragées ont contribué à la baisse mondiale des salaires, à l'augmentation de la précarité au travail et à l'affaiblissement des relations employeurs-employés. Le niveau d'inégalité sans précédent qui en a résulté, y compris la baisse de revenu des salariés, constitue un élément d'explication important de la gravité de la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Stratégie de Global Unions pour résoudre la crise et bâtir une économie mondiale durable

5. Les propositions aux IFI de la présente déclaration sont en cohérence avec la stratégie en cinq points de Global Unions présentée aux dirigeants des pays du G20 et des institutions internationales lors du sommet du G20 de Londres début avril. Elles ont pour but de résoudre la crise avant de bâtir une économie mondiale plus équitable et plus durable pour les générations futures.

- Mise en œuvre d'un plan international de reprise et de croissance durable coordonné mettant principalement l'accent sur la création d'emplois et, plus particulièrement, sur l'investissement public, sur des politiques actives du marché du travail, sur la protection des plus vulnérables grâce à l'élargissement des filets de sécurité sociaux et sur les investissements dans « l'économie verte » aptes à remettre l'économie mondiale sur le chemin d'une croissance à moindre risque pour l'environnement. Les économies des pays en développement et émergents doivent recevoir les ressources et l'espace politique nécessaires pour mener des politiques contre-cycliques.
- Nationalisation immédiate des banques insolvables afin de restaurer la confiance dans le système financier et relancer les prêts et, au-delà, définition de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes de contrôle du secteur financier mondial avec l'engagement total des parties prenantes
- Lutte contre le risque de déflation salariale et renversement de la tendance à l'inégalité croissante des revenus grâce à l'extension des négociations collectives et au renforcement des institutions fixant les salaires afin de mettre en place un plancher décent sur les marchés du travail
- Préparation d'un accord international ambitieux sur le changement climatique en vue de COP15, qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009
- Définition d'un référencement juridique des normes et des instruments des institutions économiques et sociales internationales (OIT, FMI, Banque mondiale, OMC et OCDE) ; au-delà, réforme de ces institutions et mise en place d'une gouvernance économique mondiale efficace et devant rendre des comptes

L'approfondissement de la crise touche les travailleurs du monde entier

6. **Comme à chaque fois, les travailleurs paient le ralentissement économique immédiatement et au prix fort, alors même que le contrôle des forces à l'origine de la situation leur échappe totalement.** L'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que le chômage dans le monde devrait toucher 50 millions de personnes de plus en 2009, qui viendront s'ajouter aux 11 millions de nouveaux chômeurs de 2008. **De nombreux travailleurs subissent des réductions de salaires, perdent l'accès à la couverture sociale de base et, en particulier dans les régions en développement, repartent dans les campagnes exercer des activités de subsistance ou se trouvent contraints de travailler dans « l'économie**

informelle » sans aucune protection. La vulnérabilité des femmes, des jeunes et des travailleurs migrants s'est considérablement accrue. L'OIT estime que « entre 40 et 50 pour cent de la population active mondiale ne devrait pas gagner suffisamment en 2009 pour passer au-dessus du seuil de pauvreté de 2 USD par jour et par personne ».

7. Bien que l'impact initial de la crise ait été plus fort dans les pays industrialisés suite à l'effondrement de leurs secteurs financiers, un certain nombre de facteurs auront en 2009 des conséquences graves dans les régions en développement. Comme cela a été souligné dans la déclaration finale des dirigeants du G20, les régions en développement doivent « désormais faire face à des défis qui s'ajoutent au ralentissement actuel de l'économie mondiale ». Ces facteurs incluent la baisse du prix de la plupart des marchandises, dont plusieurs pays à bas revenus sont particulièrement dépendants, la chute du volume du commerce international la plus brutale depuis les années 1930, le déclin des dépôts de fonds effectués par les travailleurs immigrés vers les pays en développement et le tarissement des flux de capitaux privés vers ces nations (selon certaines estimations des IFI, ceux-ci pourraient chuter de plus de 80 pour cent en 2009 par rapport à 2007). La Banque mondiale prévoit qu'au moins 270 milliards de dollars, et peut-être même 700 milliards de dollars, feront défaut pour répondre aux besoins en financement des pays en développement en 2009.

Impact négatif des conditions du FMI sur l'emploi et le niveau de vie

8. L'impact de la phase suivante de la crise sera plus fort sur les pays en développement pour une autre raison : le FMI, principal organisme international de politique macroéconomique, a conseillé aux pays d'adopter des politiques fondamentalement différentes en fonction de leur niveau de développement. En réponse à ce que son directeur a appelé la « Grande récession », cette institution a vigoureusement encouragé la mise en œuvre rapide de paquets fiscaux équivalents à 2 pour cent du PIB dans les économies industrialisées et certaines économies « émergentes ». La CSI a accueilli favorablement cette politique, car elle va dans le sens des efforts de reprise menés dans les pays concernés et au niveau mondial. En revanche, pour la plupart des autres pays émergents et en développement, le Fonds a maintenu son exigence traditionnelle de rigueur fiscale, comme si l'économie mondiale n'avait pas sombré dans la récession.

9. Les accords de prêts d'urgence signés entre le FMI et de nombreux pays depuis octobre 2008 contiennent des dispositions qui risquent d'intensifier l'impact de la récession mondiale sur ces nations, qu'il s'agisse de hausses des taux d'intérêt, de la baisse des salaires et des retraites, de l'augmentation des tarifs des services publics ou de la privatisation des entreprises publiques. Plusieurs accords incluent l'obligation de procéder à des réformes de la protection sociale susceptibles d'en supprimer l'accès aux personnes qui n'appartiennent pas aux catégories les plus vulnérables, car la plupart de ces accords fixent également des limites strictes aux dépenses publiques. Alors que de nombreux pays industrialisés accélèrent les projets d'infrastructure pour stimuler la création d'emplois, ces restrictions budgétaires conduisent à leur annulation dans certains pays en développement.

10. Les actions du FMI en faveur de plans anti-récession uniquement dans les économies industrialisées ou quelques économies émergentes constituent un traitement à deux vitesses. L'application de mesures d'austérité dans les pays en développement aggravera la récession et débouchera sur des troubles sociaux. Elle pourrait aussi ralentir le redressement

économique mondial, puisque certains pays appliqueront des politiques fiscales et monétaires restrictives et pro-cycliques alors que d'autres mettront en œuvre des plans de stimulation contre-cycliques. D'un côté, le FMI assure que les mesures de stimulation fiscales adoptées simultanément par différents pays en augmenteront l'effet multiplicateur global et de l'autre, il en sape l'impact positif en incitant d'autres États à adopter des politiques macroéconomiques restrictives. Ce traitement à deux vitesses risque d'entraver sérieusement l'augmentation de la demande totale mondiale attendue des politiques expansionnistes que le Fonds préconise à l'échelle mondiale.

11. La Banque mondiale a annoncé des mesures visant à atténuer l'impact de la récession dans les pays en développement, mais l'essentiel de cette aide financière passerait par des prêts portant intérêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), à laquelle la plupart des pays pauvres n'ont pas accès. D'autres investissements, par exemple dans le secteur financier, seraient effectués par la troisième institution du Groupe, la Société financière internationale (IFC), qui consent des prêts à conditions commerciales au secteur privé. Une autre aide concessionnelle consisterait, autant que possible, en d'éventuels fonds de l'IDA avec concentration des remboursements en début de période. Il convient de noter que, dans un grand nombre des pays les plus pauvres d'Afrique et d'autres continents, l'impact de la récession économique mondiale vient s'ajouter à celui de la crise des prix alimentaires qui a atteint son apogée en 2008 et qu'ils n'ont pas encore surmontée. **Si aucun mécanisme n'est mis en place pour limiter la volatilité des prix sur les marchés des denrées alimentaires de base, les pays les plus pauvres risquent fort de faire face à de nouvelles hausses des prix de ces produits, dont les effets seront dévastateurs en termes nutritionnels pour leur population en général et les enfants en particulier.**

Nécessité d'une aide massive supplémentaire pour soutenir, et non contrecarrer, les efforts de redressement

12. Les dirigeants du G20 ont annoncé lors du sommet de Londres leur engagement à mobiliser des ressources financières supplémentaires massives « pour soutenir la croissance dans les marchés émergents et les pays en développement en aidant à financer des dépenses contre-cycliques, la recapitalisation financière, les infrastructures, le financement du commerce extérieur, la balance des paiements, le refinancement de la dette et le secteur social ». La majeure partie de ces finances supplémentaires sera allouée par l'intermédiaire du FMI. Conformément à l'engagement de financer les dépenses contre-cycliques, le FMI devrait utiliser les nouvelles ressources de manière à ce que tous les pays participent à l'effort de redressement économique au lieu de les inciter à travailler dans des directions contraires. Il devrait distribuer ces fonds d'aide d'urgence sans conditionnalités de politique économique, telles que ses exigences de réduction des dépenses publiques. Les IFI doivent avant tout fixer comme objectif prioritaire la création d'emplois, puisque remettre les gens au travail constitue le moyen le plus tangible et le plus durable d'augmenter la consommation des ménages et d'assurer que le renflouement économique profite au plus grand nombre. Global Unions estime également que l'allocation de Droits de tirage spéciaux constitue un moyen efficace de trouver des ressources supplémentaires pour financer les programmes expansionnistes anti-récession.

13. La création d'un « fonds mondial pour l'emploi » suggérée par l'OIT pourrait constituer un autre instrument important dans la lutte internationale coordonnée contre la montée du chômage et du sous-emploi, tout comme l'idée du président de la Banque mondiale de créer un « fonds de

vulnérabilité » mondial pour financer des projets d'infrastructure et de filets de sécurité sociaux dans les pays en développement. Toutefois, ces deux initiatives nécessiteraient des engagements financiers supplémentaires explicites par rapport à ceux formulés au sommet du G20 de Londres.

14. Avant de conclure tout nouvel accord de prêt susceptible d'avoir des implications profondes sur la situation économique et sociale d'un pays, le FMI et la Banque mondiale devraient consulter les syndicats et d'autres organisations de la société civile. Comme l'ont fait remarquer les organisations affiliées à la CSI, la plupart des accords de prêt d'urgence du FMI ont été signés sans consultation des syndicats nationaux. Dans certains cas récents de négociations entre des missions du FMI et des pays emprunteurs, celles-ci ont refusé de rencontrer les syndicats.

15. Les syndicats et d'autres organisations ont fréquemment exprimé leurs inquiétudes quant aux conditions de prêt du FMI et de la Banque mondiale, telles que l'obligation de privatiser, de libéraliser, de déréglementer ou de réduire les dépenses publiques, au double motif de leur nature contreproductive par rapport aux objectifs de développement au sens large et de leur ingérence. Les IFI ont réagi en promettant de réduire ou de « rationaliser » les conditionnalités, mais leurs propres rapports reconnaissent que, dans le meilleur des cas, les choses progressent lentement.

16. Le FMI a récemment annoncé qu'il allait cesser d'utiliser des critères de performances structurelles pour ses prêts, tout en soulignant que « les réformes structurelles continueront à faire partie intégrante des programmes soutenus par le Fonds, si nécessaire ». Il n'est pas certain que la substitution de revues de politiques régulières à des critères de réforme spécifiques détende de manière significative la conditionnalité de politique économique. Il convient également de noter que le Fonds n'a pas arrêté d'utiliser les critères de performance quantitatifs, qui ont été utilisés pour la mise en œuvre des politiques d'austérité dans la plupart des pays recevant l'aide d'urgence du FMI depuis octobre 2008. Le FMI a annoncé l'introduction d'une nouvelle Ligne de crédit flexible (LCF) sans conditions permanentes, tout en précisant que, pour y avoir droit, les pays doivent satisfaire à « des critères rigoureux de qualification immédiate ». Il est peu probable que les pays qui ont besoin d'une aide d'urgence du Fonds depuis octobre 2008 satisfassent aux conditions préalables strictes de la LCF.

17. En cette période de récession économique mondiale, il est plus que jamais essentiel que les IFI cessent d'intensifier la pression à la baisse des revenus des travailleurs et des dépenses sociales en imposant des conditions d'ajustement structurel ou d'austérité, qui ne peuvent que prolonger la récession dans le pays concerné comme dans le reste du monde, et aggraver davantage encore les inégalités qui se creusent depuis les trois dernières décennies dans la vaste majorité des pays. À l'inverse, **les IFI devraient inciter les pays à mettre en place des mécanismes d'augmentation des revenus des travailleurs, y compris par le renforcement des droits syndicaux et les négociations collectives, ainsi qu'à élargir la protection sociale et à protéger les plus vulnérables en améliorant les filets de sécurité sociaux.**

Perte dramatique de revenu des fonds de retraite privés soutenus par la Banque mondiale

18. Les personnes qui arrivent en fin de carrière et dont la retraite dépend en totalité ou en partie des fonds de pension privés obligatoires que la Banque mondiale prône depuis les années 1990 constituent l'un des groupes les plus touchés par la crise financière actuelle. La Banque recommandait l'utilisation de ces fonds à la place des retraites à prestations prédéfinies globales

publiques et se targue d'avoir participé à la réforme des retraites dans 80 pays et apporté son aide financière dans 60 d'entre eux. La Banque justifie, entre autre, son soutien de la privatisation des retraites par le fait qu'elle a permis le développement de prestataires de services financiers et de marchés des capitaux, en dépit de preuves mitigées. En refusant de tenir suffisamment compte des risques de fluctuation associés à des programmes préfinancés privés, les politiques de la Banque en matière de retraites se sont avérées douteuses économiquement et inacceptables socialement.

19. Les syndicats de nombreux pays se sont opposés au démantèlement partiel ou total des programmes de retraite publics en raison des risques que font courir ces réformes au revenu des retraités, en particulier des femmes, et se sont élevés contre le sacrifice des retraites au profit du secteur des services financiers. Au cours de la décennie écoulée, la CSI et les organisations qui l'ont précédée se sont inquiétées à maintes reprises de la privatisation des retraites prônée par la Banque mondiale, mais dans de nombreux pays les syndicats ne sont même pas parvenus à mener une consultation sérieuse avec la Banque sur les réformes qu'elle parrainait.

20. Un rapport récent de la Banque mondiale a révélé que ces fonds de pension privés avaient subi de lourdes pertes après la chute de la valeur de leurs investissements, pouvant aller jusqu'à 50 pour cent jusqu'en octobre 2008 par rapport à l'année précédente (*The Financial Crisis and Mandatory Pension Systems in Developing Countries*). Ils ont **probablement subi d'autres pertes substantielles depuis**, parce que la chute la plus brutale des actifs financiers a commencé au dernier trimestre 2008 et s'est poursuivie en 2009. La Banque a proposé que les gouvernements, dont elle a convaincu un grand nombre de privatiser les retraites pour se soulager de la responsabilité financière de la sécurité du revenu des personnes âgées, compensent désormais par des fonds publics les pertes subies par les fonds privés obligatoires. La Banque suggère de verser cette aide publique aux victimes de la privatisation des retraites « au moyen de programmes offrant une garantie de rendement minimum, analogue à ce dont le système bancaire a bénéficié en réponse à la crise ». Pourtant, les pays qui, dans le passé, ont suivi quasiment à la lettre les recommandations de la Banque sont aussi ceux où la crise financière a eu les effets les plus négatifs du fait de leur exposition plus élevée aux marchés internationaux des capitaux et donc ceux qui auraient le moins les moyens de fournir des garanties de rendement minimum.

21. On notera avec intérêt que, peu de temps avant que la Banque mondiale rédige son document sur les pertes subies par les bénéficiaires des fonds de pension privés obligatoires qu'elle parraine dans les pays en développement, elle a diffusé une note aux membres de son personnel pour les assurer que leur retraite était protégée contre la crise financière : « Dans le cadre du Plan de retraite du personnel ... les prestations de retraite définies ne sont pas touchées par le changement de valeur des actifs du Plan. Ces prestations sont sécurisées parce que la Banque est contractuellement obligée d'honorer le paiement des prestations spécifiées. ... Si la valeur de ces actifs baisse, le montant des retraites est garanti proportionnellement davantage par les contributions futures au fonds de pension par la Banque » (Banque mondiale, *Update on Staff Retirement Plan September 22, 2008*).

22. Global Unions propose que la Banque mondiale assume la responsabilité de la perte des revenus de retraite subie par les travailleurs des pays en développement du fait des réformes parrainées par elle, qu'ils ont été contraints d'accepter en dépit de l'opposition de leurs organisations représentatives. La Banque devrait indemniser les gouvernements qui

suivent ses conseils et puisent dans les fonds publics pour compenser l'impact sur les revenus des retraités des pertes financières des fonds privatisés. Dans l'avenir, il serait bon que les conseils de réforme des retraites de la Banque soutiennent des régimes de retraite publics ou des programmes de sécurité sociale renforcés et exhaustifs, au lieu d'en limiter la couverture, et accordent la priorité à l'extension de cette couverture aux travailleurs qui n'en bénéficient pas actuellement. Toutes les interventions de la Banque dans ce domaine devraient être menées en étroite coopération avec l'OIT et n'avoir lieu qu'après consultation des syndicats et accord sur les réformes.

Promotion de la protection des travailleurs vulnérables et de la protection sociale par l'intermédiaire de « Doing Business »

23. La Banque mondiale s'est également servie de la publication « *Doing Business* » pour obliger les gouvernements des pays en développement à prendre des mesures dont les travailleurs ont souffert. Ce document, très largement diffusé, conseille aux pays de supprimer ou d'affaiblir la législation qui protège les travailleurs. Depuis 2004, il a été utilisé dans des dizaines de pays pour favoriser l'affaiblissement du droit du travail et la réduction du financement de la protection sociale. La Banque continue à l'utiliser alors que son propre Groupe d'évaluation indépendant avait déterminé en juin 2008 qu'il n'existait aucune relation entre les indicateurs de *Doing Business* et des conséquences économiques telles que l'emploi. Les indicateurs du travail de *Doing Business* ont servi à fixer les conditions de prêts de certains programmes nationaux du FMI et de la Banque mondiale. Ils ont également servi de conditionnalité globale d'accès aux fonds concessionnels de l'IDA par le biais d'un mécanisme baptisé *Country Policy and Institutional Assessment (CPIA)*.

24. Après plusieurs années de refus de reconnaissance du risque provoqué par les conseils en matière de politique du travail basés sur *Doing Business*, les IFI semblent avoir enfin commencé à revoir leur position, certainement en partie en raison du fait que la crise actuelle a montré combien pouvait être néfaste l'application des idéologies de dérégulation. Tout d'abord, le FMI, depuis la fin de l'année 2008, a cessé d'utiliser les indicateurs de travail de *Doing Business* dans ses documents récents de politiques nationales. La Banque mondiale a plus récemment indiqué sa volonté de revoir les approches de politique du travail et sociale encouragées par *Doing Business* et la manière dont les indicateurs ont été utilisés dans les recommandations politiques adressées à de nombreux pays. Global Unions invite la Banque à poursuivre la révision des indicateurs récompensant les pays sans règles de protection des travailleurs, ni contributions à la protection sociale (« Emploi de personnel » et « Paiement d'impôts »), mais aussi à en cesser l'usage dans les conseils de politiques nationales de la Banque et le CPIA. Les syndicats invitent la Banque, conjointement avec l'OIT, à développer une approche alternative qui encourage les pays à promouvoir les emplois stables avec une protection sociale appropriée et respectueux des droits fondamentaux des travailleurs. La CSI a proposé de travailler avec la Banque dans le développement de nouvelles politiques qui soutiennent le travail décent.

Suggestions de contributions des IFI à l'effort de reprise mondial

25. Global Unions est convaincu que les IFI pourraient apporter un soutien positif à la reprise économique mondiale, comme les y ont invitées les dirigeants du G20 lors du sommet de Londres, si leurs politiques et leurs programmes cessaient de faire la part belle aux mécanismes

du marché et reconnaissaient le rôle fondamental des États dans la gestion de la crise et dans les périodes ultérieures. Plusieurs initiatives permettraient d'aller dans ce sens :

- **Soutien de projets d'infrastructure visant la création immédiate d'emplois et le développement à long terme**, principalement axés sur les investissements ciblant la baisse de la consommation d'énergie et la réduction de la dépendance sur les carburants fossiles. Ces stratégies « d'emplois verts » ont prouvé leur capacité à créer de l'emploi.
- **Aide aux investissements agricoles plus que nécessaires**, y compris par le biais de l'amélioration de l'infrastructure rurale, de la réactivation de la fourniture de semences et d'engrais à bas coût par les services de l'État et de l'aide à la commercialisation des récoltes. Il faudrait soutenir les efforts des pays qui s'efforcent d'atteindre des objectifs de sécurité alimentaire afin d'assurer l'accès durable aux denrées alimentaires de base à des prix abordables.
- **Investissements dans les services publics**, tels que l'éducation et la santé, pour stimuler l'activité économique et créer les conditions d'une croissance à long terme. Les effets multiplicateurs immédiats sur l'activité économique sont beaucoup plus forts que les réductions d'impôts, par exemple. De plus, investir dans l'humain par le biais de services publics de qualité accessibles et abordables est essentiel pour améliorer durablement la productivité économique des pays.
- **Aide supplémentaire pour permettre aux pays d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)** : réduction de l'extrême pauvreté, amélioration de l'accès à l'eau et à l'hygiène, amélioration des conditions sanitaires et égalité entre femmes et hommes. Education International (EI), l'une des fédérations de Global Unions, craint que l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015 ne soit pas atteint, d'une part parce que rien ne garantit que les donateurs respecteront leurs engagements et, d'autre part, parce que la politique de la Banque mondiale incitant les pays en développement à réduire les coûts en confiant les classes à du personnel non qualifié sapera l'objectif de qualité de l'enseignement.
- **Soutien de stratégies économiques fixant comme objectifs prioritaires la hausse des salaires et le renforcement de la protection sociale**. Ces stratégies permettraient aux pays en développement et émergents excessivement dépendants des marchés externes de se doter d'une base de demande domestique stable dans le cadre d'une stratégie de développement plus durable, qui placerait l'objectif d'élévation du niveau de vie au cœur des politiques économiques.
- **Soutien d'une réglementation appropriée du marché du travail, d'une protection sociale adéquate et du respect des droits fondamentaux des travailleurs** comme volets essentiels d'une stratégie de développement durable prônant le partage avec le plus grand nombre des bénéfices de la croissance économique et non l'enrichissement d'une minorité aux dépens de la majorité. Sachant que les femmes sont les plus durement touchées par la crise, il faut privilégier les programmes de protection sociale qui répondent à leurs besoins, ainsi que l'application de mesures antidiscriminatoires.

Respect des normes fondamentales du travail dans les activités des IFI

26. Pour promouvoir les droits fondamentaux des travailleurs, les IFI doivent avant tout s'assurer que les projets qu'elles financent respectent les normes du travail fondamentales (NTF).² Le

² Les normes du travail fondamentales sont les droits fondamentaux de tous les travailleurs, acceptés sur le plan international, quel que soit le niveau de développement de leur pays, définies par les Conventions de l'OIT et

Groupe Banque mondiale a accompli des progrès considérables dans ce domaine, à commencer par l'obligation de conformité aux NTF, entre autre, que l'IFC impose à tous ses projets depuis 2006. Les normes appliquées par l'IFC ont contribué à résoudre des problèmes dans plusieurs projets et cette institution a récemment répondu favorablement aux suggestions des syndicats d'améliorer le suivi de ses investissements. Global Unions se félicite de l'annonce récente de la Banque mondiale selon laquelle les NTF seront également incorporées à ses documents d'approvisionnement principaux, ainsi qu'aux documents d'appel d'offre de travaux standard. Le fait que les banques régionales de développement (telles que les banques de développement d'Afrique, d'Asie et la banque interaméricaine de développement) et la Banque mondiale aient récemment convenu d'inclure les NTF dans leurs documents d'appel d'offre de travaux standard est un autre progrès. **La CSI, l'IBB (Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois) et d'autres fédérations de Global Unions ont proposé à la Banque mondiale et aux banques régionales de coopérer avec elles afin d'assurer le total respect des normes, ce qui nécessitera de former des agents de la Banque et des fonctionnaires, et d'assurer une surveillance et un suivi adéquats des projets.**

27. La Banque mondiale doit également consulter les travailleurs et leurs syndicats pour tous les projets de restructuration d'entreprises ou de services auxquels elle participe et exiger le total respect des NTF dans ces projets. Elle a conçu des outils et des guides de bonnes pratiques recommandant des consultations à un stade précoce avec les représentants des travailleurs concernant l'impact sur l'emploi des projets de restructuration qu'elle finance. Pourtant les syndicats n'ont très souvent connaissance du plan qu'une fois toutes les décisions prises. L'ITF (Fédération internationale des ouvriers du transport) a proposé que la Banque contribue à former les syndicats aux discussions avec ses représentants et les fonctionnaires concernant les conséquences sur l'emploi de la restructuration des entreprises et des services. Si la Banque accepte cette proposition, d'autres fédérations de Global Unions pourraient s'y rallier concernant des projets de restructuration dans d'autres secteurs.

Un cadre international complet de réglementation financière

28. La crise actuelle a révélé au grand jour la faillite catastrophique de la « supervision déléguée », qui prescrit de ne superviser qu'une petite partie seulement du système financier, telle que les banques commerciales, et d'autoriser l'autoréglementation des autres institutions ou activités. Bien que le FMI ait d'abord réagi au gel brutal du marché international du crédit de mi-2007 en déconseillant une intervention publique susceptible d'étouffer les bénéfices des « innovations » financières, autrement dit, d'instruments d'investissement exotiques aussi complexes qu'opaques, il est gratifiant d'observer que sa position a considérablement évolué depuis et qu'il soutient maintenant une révision substantielle de la réglementation du secteur financier. **Le FMI doit encourager la création d'un cadre complet de réglementation et de supervision financières à l'échelle internationale.**

29. Global Unions a établi un plan d'action détaillé pour la réglementation internationale des marchés financiers. La déclaration finale du sommet du G20 de Londres a accepté

couvrant la liberté d'association et le droit aux négociations collectives (Conventions 87 et 98), la disparition des pratiques discriminatoires en matière d'emploi et de métier (Conventions 100 et 111), la disparition de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire (Conventions 29 et 105) et l'abolition réelle du travail des enfants, y compris sous ses pires formes (Conventions 138 et 182).

plusieurs de ces principes, mais nous observons que beaucoup nécessitent des développements ultérieurs et que le G20 appelle le FMI à jouer un rôle important dans un certain nombre d'entre eux :

- **Coup d'arrêt à l'économie financière de l'ombre :** il faut impérativement réglementer les « *hedge funds* » et les fonds « *private equity* » afin que les règles de responsabilité vis-à-vis des investisseurs, de transparence et de responsabilité des employeurs soient les mêmes pour tous. Le sommet de Londres a accepté ce principe concernant les institutions « d'importance systémique » et a demandé que le FMI et le Bureau de stabilité financière (BSF) déterminent des critères à cet égard. Le FMI et le BSF devraient reconnaître qu'une attitude de rassemblement de la part des institutions qui ne pourraient pas individuellement avoir une importance systémique signifie que de nombreuses institutions devraient être réglementées. Par ailleurs, il convient d'interdire toutes les formes de transactions hors bilan liées au crédit et de limiter sévèrement l'accès aux produits structurés complexes jusqu'à ce que la surveillance par les pouvoirs publics et la transparence aient atteint un niveau adéquat.
- **Fin des paradis fiscaux et réglementaires :** La déclaration finale du sommet de Londres indique que les dirigeants du G20 sont prêts à « mener des actions contre... les paradis fiscaux », y compris au moyen de sanctions, et que « l'ère du secret bancaire est terminée ». Pour donner suite à cet engagement, il faudrait interdire aux institutions financières de mener des transactions avec les entreprises ou les personnes immatriculées ou résidant dans ces paradis fiscaux tant qu'ils ne s'aligneront pas sur les normes internationales. Le FMI doit encourager la coopération fiscale internationale et régionale afin d'arrêter la baisse des impôts sur les entreprises et prendre des mesures pour assujettir l'accès aux investissements étrangers et aux flux de capitaux à une gouvernance et des normes de transparence reconnues dans le monde entier, en prenant garde aux politiques de prix des entreprises multinationales et à la fuite des capitaux.
- **Intégrer les risques liés aux actifs et à l'effet de levier à des règles prudentielles pour les banques :** il faut concevoir des règles d'adéquation des fonds propres qui lient les besoins en réserve de fonds à l'augmentation des actifs détenus par les banques et au degré de risque lié à ces actifs. Les banques hésiteraient ainsi à s'exposer à des risques d'actifs excessifs, ce qui contribuerait à orienter l'allocation des actifs vers des buts socialement souhaitables et faciliterait le contrôle par les banques centrales de l'inflation de leur prix.
- **Maîtriser les programmes de rémunération des entreprises et des sociétés financières :** les programmes de rémunération devraient refléter et encourager des performances économiques, sociales et environnementales positives, et, dans le cas des services financiers, des pratiques de vente et de prêt responsables. La rémunération des dirigeants et des *traders* devrait être plafonnée et en cohérence avec les salaires et les régimes de retraite des salariés. L'exercice de primes ou d'autres programmes liés aux performances serait interdit en dessous de cinq ans et des dispositions de reprise partielle par l'impôt seraient obligatoires. Ceci serait cohérent avec le soutien des dirigeants du G20, exprimé dans la déclaration finale de Londres, concernant « de nouveaux principes exigeants pour le paiement et la rémunération » dans les institutions financières.
- **Limitier les dividendes versés aux actionnaires, les programmes de rachat d'actions et les prêts leviers :** une part suffisante des bénéfices réalisés en périodes de croissance doit être allouée aux réserves et non aux dividendes et aux rachats, afin de pouvoir faire face aux ralentissements économiques et aux risques de solvabilité. Le financement

insoutenable des prises de contrôle de type *LBO*, qui a permis à des fonds *private equity* de piller des entreprises et de les laisser lourdement endettées, devrait être interdit.

- **Réglementer strictement les agences de notation** : Conformément à la déclaration finale des dirigeants du G20 de Londres, les agences de notation doivent être indépendantes et il doit leur être interdit de dispenser des services de conseil, en particulier concernant la conception d'instruments financiers pour lesquels elles fournissent ultérieurement des notations. Les organismes de réglementation doivent encourager la concurrence afin de mettre un terme à l'oligopole international actuel.
- **Protéger les travailleurs contre les prêts usuriers** : la sécurité de prêt doit être assurée par l'obligation de transparence des contrats financiers (prêts immobiliers, cartes de crédit et assurance), l'accès à des recours efficaces contre les pratiques abusives, la proximité des services et l'accessibilité de leurs prix (plafonnement des taux d'intérêt et des commissions). Les programmes de rémunération et d'encouragement des banques et d'autres fournisseurs de crédit doivent garantir des pratiques responsables de vente et de service qui servent l'intérêt des clients.
- **Renforcer le mandat et les ressources des autorités de surveillance** : les autorités de surveillance doivent détenir des pouvoirs d'exécution suffisants et un personnel adéquat et pouvoir accéder au savoir-faire et à la technologie requis pour remplir leur mission. UNI Finance, syndicat mondial qui représente des millions de salariés du secteur financier, a proposé d'intégrer cette catégorie de personnel dans des cadres de surveillance renforcés par le biais de rencontres régulières entre autorités de réglementation et représentants des travailleurs des institutions financières. Ce cadre devra prévoir la protection des personnes qui signalent le non-respect des réglementations aux autorités de réglementation et de surveillance.
- **Remodeler le paysage des services financiers afin qu'il fonctionne pour l'économie réelle** : encourager le développement des caisses d'épargne, des banques coopératives, de l'assurance mutuelle et d'autres services financiers publics et solidaires. Cette diversité de services et de formes juridiques contribuera à mettre en place un secteur des services financiers domestiques équilibré et fiable, au service de l'économie réelle et répondant aux besoins des salariés, des petites et moyennes entreprises et des producteurs agricoles. Toute restructuration des institutions financières telle que fusions, acquisitions, cessions ou externalisation, devra protéger l'emploi et les conditions de travail, respecter les normes du travail fondamentales et donner lieu à consultation avec les syndicats.

30. Outre son soutien à un cadre complet de réglementation financière, le FMI devrait inciter les pays en développement à adopter ou à élargir l'usage de contrôles des capitaux, qui ont permis à plusieurs d'entre eux d'atténuer les effets déstabilisateurs de la crise actuelle sur leurs économies. Une publication récente du FMI (*The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries*) observait que « l'existence de contrôles des capitaux dans plusieurs pays... a joué un rôle modérateur sur les effets directs et indirects de la crise financière ». Le Fonds devrait également soutenir l'introduction d'une taxation des transactions financières internationales (taxe Tobin) afin de limiter la spéculation et de générer un revenu supplémentaire pour un « fonds de vulnérabilité » ou tout autre instrument de financement permettant d'atteindre les OMD. Les deux IFI devraient également étendre leurs initiatives d'annulation de la dette, qui pourraient être partiellement financées par les ventes d'or du FMI soutenues par les dirigeants du G20, afin d'inclure un plus grand nombre de pays à bas revenus et le FMI devrait soutenir la création d'un

mécanisme équitable et transparent de restructuration de la dette souveraine pour des restructurations de dettes méthodiques.

31. Le FMI et la Banque mondiale doivent engager une réforme de la gouvernance qui augmente de manière substantielle la représentation des pays en développement dans leurs structures de prise de décision, ce que les dirigeants du G20 ont également approuvé. Du fait du rôle d'institution de développement de la Banque mondiale, Global Unions soutient la proposition que les pays en développement y atteignent au moins la parité avec les pays industrialisés. Les effets de la crise économique actuelle montrent qu'une réforme de la gouvernance est tout aussi nécessaire au FMI. Deux groupes de pays sont actuellement sous-représentés dans ses structures de prise de décision : les pays aux « économies émergentes », sollicités pour fournir des ressources supplémentaires au Fonds, et d'autres pays à revenu moyen et bas bénéficiant actuellement de son aide et dont la politique nationale subit le poids des politiques de prêt de cette institution. **Global Unions invite à la fois le FMI et la Banque mondiale à s'engager dans une révision de leurs structures de gouvernance afin d'accroître de manière substantielle la représentation des pays en développement et à le faire plus rapidement que le calendrier proposé par les dirigeants du G20.**

Conclusions : cohérence des politiques de promotion du travail décent

32. Suite au sommet de Londres, il est plus que jamais important que le FMI et la Banque mondiale participent activement à la mise en place d'une nouvelle structure de gouvernance sociale et économique internationale assurant la cohérence de leurs politiques sur certains objectifs fondamentaux, tels que l'Agenda sur le travail décent de l'OIT. **Avec potentiellement 50 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde en 2009 et des centaines de millions d'autres personnes dont le revenu sera inférieur au seuil de pauvreté, il est urgent de redresser l'économie par la création d'emplois décents.**

33. Il est essentiel que les réunions du printemps des IFI suivent la direction prise par le sommet du G20 de Londres vers le renforcement d'une autorité multilatérale de régulation des processus de globalisation dictés par le marché. Les syndicats travailleront avec acharnement pour maintenir la pression sur les gouvernements et les organisations internationales pour entreprendre les actions pratiques requises afin de mettre en œuvre les aspirations du sommet du G20 de Londres. Toutefois, les processus de réforme majeurs ne peuvent pas être conduits uniquement par des banquiers et des fonctionnaires des ministères des Finances réunis à huis clos, mais doivent inclure des représentants des victimes les plus fragilisées par les faillites de la gouvernance et les bourdes politiques qui ont conduit à la crise mondiale actuelle. Les syndicats sont prêts à apporter une contribution positive à ces processus et doivent devenir des acteurs à part entière des nouvelles structures de gouvernance et de conseil aux institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.